



AFRICA CENTER FOR STRATEGIC STUDIES

FORUM DES PARLEMENTAIRES D'AFRIQUE DE L'OUEST 2023 : RENFORCER LES RELATIONS ENTRE LE PARLEMENT ET LE SECTEUR DE LA SECURITE

PROGRAMME DE FORMATION BIOGRAPHIES

Leadership

Mme Amanda Dory est Directrice du Centre d'études stratégiques de l'Afrique, situé à l'Université de la Défense Nationale à Washington, DC. Avant cette nomination, elle a occupé le poste de Secrétaire Adjoint Principal à la Défense pour les Affaires de Sécurité Indopacifiques. Mme Dory a fait carrière dans la haute fonction publique.

Mme Dory a occupé de nombreux postes de direction au sein du bureau du Secrétaire à la Défense pour la politique, notamment en tant que Sous-Secrétaire à la Défense en charge de la politique, Secrétaire Adjoint à la Défense pour les Affaires Africaines, Secrétaire Adjoint à la Défense pour la Stratégie, et Secrétaire Adjoint Intérimaire à la Défense pour la Planification et la Stratégie. Elle a également fait partie de la faculté du National War College et a été vice-doyenne chargée de la communication.

Elle est diplômée de l'École de diplomatie de l'Université de Georgetown et titulaire d'un master spécialisé en économie internationale et en Études Africaines à l'École des hautes études internationales Johns Hopkins. Elle est membre du Council on Foreign Relations.

Dr. Catherine Lena Kelly est vice doyenne des affaires académiques et professeur de justice et d'État de droit au Centre d'études stratégiques de l'Afrique. Ses travaux portent sur les partis politiques et la démocratisation, l'État de droit et la gouvernance du secteur de la sécurité, ainsi que sur la criminalité transnationale organisée. Elle est responsable du portefeuille de l'État de droit et de la gouvernance du secteur de la sécurité, ainsi que du portefeuille de la lutte contre la criminalité transnationale organisée.

Auparavant, Dr. Kelly était conseillère au sein de la division de la recherche, de l'évaluation et de l'apprentissage de l'American Bar Association Rule of Law Initiative, où son travail sur la formation judiciaire et l'autonomisation juridique à la base l'a conduite au Burundi, en RCA, en RDC, au Mali, en Mauritanie, au Maroc, en République du Congo et au Rwanda, où elle a travaillé avec divers fonctionnaires judiciaires nationaux et locaux, des parajuristes et la société civile. Parlant couramment le français, Dr. Kelly a également conçu et donné des cours sur l'Afrique contemporaine en tant que boursière postdoctorale à Washington University à St. Louis, et sur l'Afrique de l'Ouest et les études régionales au Foreign Service Institute du Département d'État américain. Dr. Kelly a obtenu des bourses de Fulbright, du Conseil américain des sociétés savantes, de l'Association de recherche sur l'Afrique de l'Ouest, de l'Université de Harvard et du programme de langues étrangères et d'études régionales du

gouvernement américain pour la langue wolof. Son livre, *Party Proliferation and Political Contestation in Africa : Senegal in Comparative Perspective* (Palgrave Macmillan, 2020), est basé sur 18 mois de recherches au Sénégal. Ses travaux ont été publiés dans *African Security*, *Journal of Democracy*, *Comparative Politics*, *The Washington Post*, *Democracy in Africa*, de nombreux volumes édités et des livres blancs de l'American Bar Association.

Dr. Kelly est titulaire d'un doctorat et d'une maîtrise en administration de l'Université de Harvard, d'un certificat d'études supérieures en politique internationale de l'Université libre de Bruxelles et d'une licence avec mention très bien de la Washington University à St Louis. Elle est membre à terme du Council on Foreign Relations.

Discours d'orientation

Le Très Honorable Président Alban Sumana Kingsford Bagbin est un homme politique ghanéen qui est l'actuel président du Parlement du Ghana. Il a été ministre de la Santé au sein du gouvernement ghanéen de janvier 2012 à février 2013, date à laquelle Hanny-Sherry Ayittey lui a succédé. Il a été député de la circonscription de Nadowli West dans la région de l'Upper West du Ghana dans les 1^{er}, 2^{ème}, 3^{ème}, 4^{ème}, 5^{ème}, 6^{ème} et 7^{ème} parlements de la 4^{ème} République du Ghana. Il a brigué le poste de candidat à la présidence du Congrès démocratique national en 2019, mais a ensuite perdu contre l'ancien président John Dramani Mahama. Le 7 janvier 2021, M. Bagbin a été élu président du 8^{ème} Parlement de la 4^{ème} République. M. Bagbin est membre du parti National Democratic Congress (NDC). Il a été élu pour la première fois au Parlement lors des élections générales ghanéennes de 1992. Il représentait la circonscription de Nadowli West dans la région de l'Upper West. En 2006, M. Bagbin a annoncé son intention de se présenter à la présidence en 2008 sous l'étiquette du NDC, mais il ne s'est jamais présenté aux primaires. Il est devenu chef de la majorité au parlement ghanéen en 2009.

À la suite d'un remaniement ministériel en janvier 2010, il a été nommé ministre des Ressources en eau, des Travaux et du Logement par le président Mills. Il a également été chef de la majorité au Parlement sous le mandat du président Mahama, succédant ainsi à Benjamin Kunbuor, qui a été nommé ministre de la Défense. Il a également occupé le poste de deuxième vice-président du Parlement de janvier 2017 à janvier 2021.

Facilitateurs

Dr. Joel Amegboh est professeur adjoint en études de sécurité africaine. Il est chargé de superviser la programmation académique du CESA sur le développement de stratégies de sécurité nationale et sur la jeunesse, la paix et la sécurité, et d'intégrer ces considérations dans la recherche et la diffusion du Centre.

Avant de rejoindre le Centre d'études stratégiques de l'Afrique, le Dr. Amegboh a travaillé pour plusieurs agences et départements des Nations unies, notamment la Division de la sensibilisation à l'éducation du Département de l'information (DPI) et l'équipe opérationnelle intégrée du Mali, située dans le Département des affaires politiques et de la consolidation de la paix. Au CESA, ses recherches portent sur les paradigmes de la consolidation de la paix en Afrique, le rôle des jeunes

dans la consolidation de la paix et la résolution des conflits, la sécurité humaine, le lien entre sécurité, développement et gouvernance.

Dr. Amegboh est titulaire d'un doctorat en analyse et résolution des conflits de la Jimmy and Rosalynn Carter School for Peace and Conflict Resolution de l'université George Mason, d'une maîtrise en études sur le développement mondial et la paix et d'une licence en économie politique internationale et en diplomatie de l'université de Bridgeport, dans le Connecticut.

Le Général de Brigade (à la retraite) Saleh Bala est Directeur général de White Ink Consult, une société privée de conseil en défense et sécurité, communication stratégique et formation, basée à Abuja, au Nigeria. Il a également fondé l'Institut White Ink pour l'éducation et la recherche en stratégie (WISER), à Abuja, au Nigeria, un institut axé sur le renforcement des capacités des cadres supérieurs et intermédiaires en matière de stratégie de gouvernance de la sécurité et de politique de sécurité nationale. Il est titulaire d'une licence en littérature de l'Université de Maiduguri, au Nigeria (1982), d'un Master en Études internationales sur la paix de l'Université pour la paix de San José, au Costa Rica (2006) et d'un autre master en Stratégie de sécurité nationale de l'Université de la défense nationale du National War College de Washington (2009). Il est diplômé avec mention honorable du Cours de qualification des officiers de détachement des forces spéciales américaines (1991), du Centre militaire spécial des États-Unis John F. Kennedy, à Fort Bragg, en Caroline du Nord, et ancien élève de l'Institut international de droit humanitaire de Sanremo, en Italie, où il a suivi le cours de droit international des réfugiés (2010) et également membre du groupe consultatif sur la formation de l'institut. Général Bala est une personnalité de référence pour le Centre d'Études Stratégiques de l'Afrique (CESA) de Washington. Il a beaucoup travaillé avec le CESA dans les domaines de la sensibilisation et du développement des capacités pour la formulation de stratégies de sécurité nationale pour les nations africaines, ainsi que pour le développement de stratégies nationales de prévention/lutte contre la violence en Afrique.

Général Bala est entré dans l'armée nigériane le 15 décembre 1984. Il a servi dans diverses fonctions de commandement, d'état-major et de formation, notamment en tant que commandant de compagnie du 72^{ème} bataillon de parachutistes (1987-88), instructeur à l'école d'infanterie de l'armée nigériane, escadrons aéroportés, tactiques et guerre spéciale (1988-93). Il a également été instructeur à l'Académie de défense nigériane (1993-95), ainsi que Directeur de l'École de commandement et de gestion des forces armées nigérianes (2002-2004) et à l'Université de la Défense Nationale (2009-2011). Général Bala a eu une expérience de maintien de la paix en tant qu'observateur militaire des Nations Unies à la Mission de vérification des Nations Unies en Angola II (1995-96) et a été Chef d'état-major militaire des opérations des Nations Unies en Côte d'Ivoire (2011-2012). Sa dernière affectation militaire a été celle de Chef d'état-major du Centre du corps d'infanterie de l'armée nigériane (2012-2013). Il a occupé le poste de conseiller spécial principal (développement de la politique et de la stratégie) auprès de M. le Ministre de l'Intérieur de la République fédérale du Nigeria d'août 2015 à décembre 2017.

Dr. Fairlie Chappuis est experte indépendante en matière de conflits et de sécurité. Elle possède quatorze ans d'expérience dans la recherche, l'élaboration de politiques et les opérations, notamment en Afrique. Elle est également inscrite en tant qu'experte sur la liste de l'équipe consultative du secteur de la sécurité internationale et a réalisé des projets pour l'Union européenne, le Conseil danois pour les réfugiés, le Small Arms Survey et le Centre de coopération internationale de l'Université de New York (NYU), entre autres. Auparavant, elle a travaillé au Centre pour la gouvernance du secteur de la sécurité (DCAF) de Genève et à l'Université Libre

de Berlin et a également été chercheuse invitée à l'Institut Kofi Annan pour la transformation des conflits de l'Université du Liberia, au Centre Stimson de Washington et à Swisspeace à Berne. Elle est titulaire d'une maîtrise de l'Institut universitaire de Genève et d'un doctorat de l'Institut de sciences politiques Otto Suhr de l'Université Libre de Berlin.

Le Professeur Boubacar N'Diaye est titulaire d'un doctorat en sciences politiques (politique comparée, relations internationales et administration publique) de l'Université de l'Illinois du Nord, à DeKalb, aux États-Unis. Dr. N'Diaye est professeur émérite à l'Université de Wooster dans l'Ohio (États-Unis) où il a enseigné dans les départements de sciences politiques et d'études panafricaines. Il a également été consultant international dans les domaines de la gouvernance politique et sécuritaire, des relations civilo-militaires et du renforcement des capacités institutionnelles dans de nombreux pays africains. Il a ainsi contribué à la formation de centaines de parlementaires, d'officiers de haut rang et de dirigeants d'organisations de la société civile à travers le monde.

Le Professeur N'Diaye est un membre fondateur du Réseau africain du secteur de la sécurité (RASS) qu'il a présidé de 2012 à 2017. Il a dirigé ou fait partie de missions, de projets ou de programmes, a facilité ou participé à de nombreuses activités qui ont contribué à la réforme du secteur de la sécurité, à la construction de la paix et de l'État de droit dans de nombreux pays africains. Il a conseillé des gouvernements, des organisations intergouvernementales et non gouvernementales, et est membre de plusieurs conseils consultatifs internationaux.

Le Professeur N'Diaye est l'auteur, le co-auteur ou le co-éditeur de nombreuses publications, dont : Le défi de l'institutionnalisation du contrôle civil (Lexington Books, 2001) ; Les colonels de Mauritanie : Leadership, relations civilo-militaires, et démocratisation (Routledge, 2017) ; La réforme du secteur de la sécurité en Afrique de l'Ouest francophone (Lit, 2010) ; Élections en Afrique de l'Ouest, 1990-2009 (Africa World Press, 2011) ; Guide pour les parlementaires de la CEDEAO (DCAF, 2011) ; Pas encore la démocratie : le lent adieu de l'Afrique de l'Ouest à l'autoritarisme (Carolina Academic Press, 2005) ; « L'Afrique francophone et la transformation du secteur de la sécurité : Plus Ça Change ... » (African Security Review, 2009) ; « On s'en sort toujours : La politique de défense et de sécurité de la France » (2014).

Mme 'Kemi Okenyodo est directrice exécutive de l'initiative « État de droit et responsabilisation », également connue sous le nom de Partners West Africa Nigeria (PWAN), une organisation non gouvernementale qui se consacre au renforcement de la participation des citoyens et à l'amélioration de la gouvernance en matière de sécurité au Nigeria et en Afrique de l'Ouest en général.

Elle a été chef d'équipe de la composante police du Programme de réforme de la justice de sécurité soutenu par le Fonds pour les conflits, la stabilité et la sécurité (FCSS) du gouvernement britannique, où elle assure la direction technique, stratégique et programmatique du Programme de police du Nigéria (PPN), un programme qui travaille avec les prestataires de services de police, le gouvernement et la société civile pour établir des services de police responsables au Nigéria, et le cas échéant les partenaires du programme. D'août 2015 à décembre 2016, elle a apporté son soutien au chef de l'unité Sécurité et stabilisation des conflits en Afrique de l'Ouest sur la transition des opérations militaires vers une approche de police communautaire stabilisée dans le Nord-Est. Elle a également été chef d'équipe du programme d'intervention « Responsabilité de la police » du programme Justice 4 All (J4A) - un programme pour le secteur de la justice, financé

par le ministère britannique du Développement international (DFID) et mis en œuvre par le British Council.

Mme Okenyodo possède plus de 15 ans d'expérience dans le secteur de la justice et de la sécurité et dans les questions de gouvernance au Nigeria et en Afrique de l'Ouest, ainsi que dans la gestion des ONG. Elle s'intéresse particulièrement à la responsabilité de la police, à l'engagement des citoyens auprès des institutions de sécurité, à l'évolution des acteurs non étatiques et à leur contribution à l'amélioration de la sécurité publique et de l'environnement sécuritaire, au genre et au maintien de l'ordre, aux réformes du système de justice pénale - en particulier les réformes judiciaires et la défense juridique des personnes indigentes, à l'intégration de la participation des femmes dans les questions de sécurité et de gouvernance et à la gestion de la sécurité des élections.

Elle est diplômée de la faculté de droit de l'Université de Lagos, membre de l'Association du barreau nigérian, du Réseau africain du secteur de la sécurité et ancienne collaboratrice du Centre africain d'études stratégiques (CESA) et secrétaire général de la section nigériane du CESA.

Dr. Émile Ouédraogo est professeur adjoint de méthodologie au Centre d'études stratégiques de l'Afrique (CESA), spécialisé dans les questions liées à l'élaboration de stratégies de sécurité nationale et à la réforme et la gouvernance du secteur de la sécurité. Depuis 2007, il a travaillé avec le Centre d'études stratégiques de l'Afrique sur plus de 60 activités en tant que conférencier, facilitateur et auteur. Il travaille également avec l'ONU, l'UA, la CEDEAO, Just Future (Pays-Bas), Partners Global (USA), la Fondation Konrad Adenauer (Allemagne) et la Fondation Friedrich Ebert (Allemagne). Il est membre du comité exécutif du Réseau africain du secteur de la sécurité et président fondateur de la Fondation pour la Sécurité du Citoyen du Burkina Faso (FOSEC).

Avant de rejoindre le CESA, Dr. Ouédraogo a effectué une mission de six mois avec l'Union africaine en 2017 en tant qu'expert en réforme du secteur de la sécurité et en gouvernance pour Madagascar. Il est actuellement consultant expert pour l'ONU au Mali et également expert international en RDC pour le projet néerlandais *Just Future*. En tant que Ministre de la Sécurité du Burkina Faso de 2008 à 2011, il a initié et développé une stratégie de sécurité intérieure et a opérationnalisé le concept de police de proximité et de participation communautaire dans la gestion des questions de sécurité.

Après 32 ans de service dans l'armée burkinabé, il a pris sa retraite en 2012 en tant que colonel, après avoir occupé des postes tels que celui d'Aide de camp du Premier ministre, de Commandant du régiment de soutien, de Commandant du Régiment Commando d'Infanterie et de Chef du renseignement militaire. Dr. Ouédraogo a été parlementaire à l'Assemblée nationale du Burkina Faso et au Parlement de la CEDEAO, où il a siégé aux commissions des affaires politiques, de la paix, de la défense et de la sécurité. A ce titre, il a effectué des missions d'information et d'investigation dans la plupart des 15 pays de la CEDEAO.

Il a obtenu un doctorat du Centre d'études diplomatiques et stratégiques de Paris, en France, sur la réforme du secteur de la sécurité et la gouvernance dans la région de la CEDEAO, ainsi qu'une maîtrise en études stratégiques de l'Université d'Ibadan, au Nigeria.

Après les premières élections démocratiques de 1994, l'honorable **Annelizé van Wyk** a été membre de l'assemblée législative de Gauteng. En 1999, elle a été élue membre du Parlement national d'Afrique du Sud, où elle a servi jusqu'à sa retraite de la politique active en 2014.

Au sein de l'assemblée législative de Gauteng, elle a siégé au comité des arts et de la culture et au comité de la sécurité communautaire. Au cours de sa période à l'Assemblée nationale, elle a occupé diverses fonctions de direction au sein de l'institution, en tant que Whip, puis présidente du comité du portefeuille de la police. Elle a également fait partie de plusieurs commissions ad hoc traitant de diverses questions litigieuses et de la législation. Elle a également siégé au sein du groupe de travail sur la sécurité, de la commission mixte sur la défense et de la commission des affaires intérieures. Elle a également été membre de la commission du règlement et de la commission mixte du règlement et de la commission des présidents. Elle a également été membre fondateur de la commission des pouvoirs et privilèges des députés.

Pendant son mandat à l'Assemblée nationale, elle a joué un rôle de premier plan dans l'élaboration de plusieurs textes législatifs. Parmi ceux-ci, citons la loi sur le contrôle des armes à feu, la direction indépendante des enquêtes de police, la loi sur la lutte contre le terrorisme, la loi sur l'ADN, l'interdiction des activités mercenaires et la réglementation de certaines activités dans les pays en conflit armé.

Annelizé a été conseillère spéciale auprès du ministre de la Police et conseillère politique auprès du ministre des Entreprises publiques. En 2016, elle a été nommée par le ministre du logement pour faire partie de la Commission Lwandle. Cette commission a enquêté sur l'expulsion forcée par la ville du Cap de personnes sans domicile fixe, sur des terrains appartenant à l'État. En 2019, le ministre des sports, des arts et de la culture l'a nommée au sein d'une équipe administrative d'une entité publique pour enquêter sur un rapport de dénonciation de la corruption dans cette entité.

Elle est actuellement administratrice et vice-présidente de l'APCOF (African Policing Civilian Oversight Forum). Dans sa carrière post-parlementaire, elle a joué un rôle de premier plan dans la promotion des questions de responsabilité et de contrôle de la police. En tant qu'experte indépendante, elle a fourni des conseils, un soutien et des formations à la fois au niveau de l'Union africaine (par le biais du Réseau africain du secteur de la sécurité, et dans le cadre de sa participation à l'élaboration d'une loi type sur la police pour le Parlement panafricain), de la Communauté de développement de l'Afrique australe, et plus récemment en Zambie et en Tanzanie, avec des formations pour les parlementaires sur le contrôle de la police. Elle a récemment pris la parole à Accra, lors d'une réunion des associations du barreau de l'Afrique occidentale anglophone, sur le rôle que la loi type sur la police peut jouer dans la dépenalisation des délits mineurs.

Annelizé a écrit et publié divers articles de journaux et documents sur des questions relatives au secteur de la sécurité et aux droits de l'homme, à la responsabilité de la police dans une société démocratique et au contrôle du secteur de la sécurité par les civils, y compris le Parlement. Elle est conseillère politique certifiée dans les zones de conflit par le Centre international Kofi Annan de formation au maintien de la paix, à Accra, au Ghana.

Elle est une ancienne élève de l'American Council of Young Political Leaders, ainsi que du Centre d'Etudes Stratégiques de l'Afrique. L'honorable van Wyk a également obtenu un diplôme de

gestion de projet à l'école de commerce de l'université de Stellenbosch et a suivi plusieurs autres cours de leadership et de gestion au cours de sa carrière. Elle a étudié la licence (communications) à l'Université du Nord-Ouest et à l'UNISA avec les cours de communication IV, de journalisme IV et de relations publiques IV, d'études bibliques III et de psychologie III.

Panélistes

L'Honorable Dr. Zanetor Agyeman-Rawlings est députée de la circonscription de Klotte Korley. Actuellement dans son deuxième mandat, le Dr. Agyeman-Rawlings est membre suppléante de la commission parlementaire de la défense et de l'intérieur et également membre de la commission des affaires. Outre son mandat au Parlement ghanéen, le Dr. Agyeman-Rawlings est également membre du Parlement pour le climat et de l'Union parlementaire africaine.

Avant son élection, le Dr. Agyeman-Rawlings a exercé durant dix ans la médecine générale et familiale. Militante écologiste passionnée et défenseuse de l'inclusion et de l'autonomisation des femmes et des jeunes, elle a participé à de nombreux événements et conférences internationaux, et a organisé et parrainé des dizaines de programmes de sensibilisation dans sa circonscription. Le Dr. Agyeman-Rawlings est diplômée du Collège royal des chirurgiens d'Irlande et titulaire d'un Master en conflit, paix et sécurité du Centre international Kofi Annan de formation et de maintien de la paix.

L'Honorable M. Hama Assah est l'ancien conseiller principal du président de l'Assemblée nationale du Niger. Il offre ses conseils principalement sur les questions liées à la sécurité nationale. À ce titre, il a beaucoup travaillé avec des partenaires internationaux, notamment le DCAF, le Centre d'études stratégiques de l'Afrique (CESA), la CEDEAO et USAID. L'Honorable Assah a été élu trois (3) fois député à l'Assemblée nationale en 1996, en 1999, et en 2016 et a occupé plusieurs postes au sein de commissions, notamment celui de vice-président de la Commission du développement rural et de l'environnement, de Vice-Président du Réseau parlementaire sur la nutrition, de membre de la commission du G5 Sahel et de Président de la Commission de la Défense et de la Sécurité. Il a également dirigé des administrations locales, occupant notamment le poste de sous-préfet adjoint à Bouza et celui de chef de poste administratif à Torodi.

L'Honorable Assah détient plusieurs certificats académiques d'institutions académiques à travers le monde, dont l'Institut Afro-Asiatique de Tel-Aviv, Israël ; le Centre National de Formation en Techniques Agricole de Theza, France ; le Centre de Formation Panafricain à Cotonou, Bénin ; et l'Institut Pratique de Développement Rural de Kollo, Niger. Il est également récipiendaire de l'Ordre du Mérite du Niger.

Dr. Kojo Asante a été nommé directeur du plaidoyer et de l'engagement politique au Centre pour le développement démocratique du Ghana (CDD-Ghana) le 1^{er} février 2018. Il était auparavant Chercheur principal et a également occupé une fois le poste de Directeur de recherche et des programmes au CDD-Ghana. Au cours des 18 dernières années, en tant que spécialiste de la politique juridique et de la gouvernance, Dr. Asante a travaillé et mené des actions de plaidoyer sur un large éventail de questions, notamment la lutte contre la corruption, la responsabilité sociale, le gouvernement local, les droits de l'homme, la gouvernance des ressources naturelles et la politique du développement. Champion de la cause des jeunes, Dr. Asante a été le pionnier du Programme d'initiation à la démocratie et à la gouvernance en 2018 et de la Bourse pour jeunes dirigeants d'Afrique de l'Ouest en 2019 avec OSIWA. Il est également le co-coordonateur de la

Coalition des citoyens et le directeur du Réseau de solidarité pour la démocratie en Afrique de l'Ouest (West Africa Democracy Solidarity Network ou WADEMOS).

Auparavant, Dr. Asante était chercheur au Centre pour des États efficaces et un développement inclusif de l'Université de Manchester et boursier Hewlett au Centre Weatherhead pour les affaires internationales de l'Université de Harvard. Il a été consultant pour plusieurs agences de développement international sur les questions de politique, de gouvernance et de développement.

Dr. Asante est titulaire d'un doctorat en politique et gestion du développement de l'Université de Manchester (Royaume-Uni), d'une maîtrise en études africaines de l'Université de l'État de New York, à Albany, dans l'État de New York, d'un diplôme d'avocat (Utter Barrister) de l'école de droit des Inns of Court et d'une licence en droit (LLB) de l'Université de Buckingham, tous deux au Royaume-Uni. Il est membre de l'association du barreau du Ghana, du barreau d'Angleterre et du pays de Galles et de l'Honorable société de Gray's Inn, en Angleterre.

Dr. Joseph Asunka est Directeur général d'Afrobaromètre depuis avril 2021. Il était auparavant chargé de programme au sein du Programme de développement mondial et de population de la Fondation William et Flora Hewlett, où il a géré un portefeuille de subventions qui soutiennent les efforts visant à accroître la transparence et la responsabilité dans la gouvernance fiscale et à encourager la participation des citoyens pour améliorer les services publics dans les pays en développement.

Avant de rejoindre Hewlett, Dr. Asunka était maître de conférences en sciences politiques à l'Université de Californie, Los Angeles (UCLA), où il a donné des cours sur la politique africaine, l'économie politique du développement, les méthodes de recherche et l'analyse des données. Avant cela, il était responsable de programme au Centre pour le développement démocratique du Ghana, un partenaire majeur d'Afrobaromètre. Il a été gestionnaire de données pour Afrobaromètre avant d'effectuer son doctorat à l'UCLA. Les champs de recherche de Dr. Asunka comprennent la politique distributive, les élections et les processus électoraux, ainsi que la migration. Il a publié des articles dans des revues telles que le British Journal of Political Science, Research and Politics, et Population Research and Policy Review. Né au Ghana, Dr. Asunka est titulaire d'un doctorat en sciences politiques de l'UCLA.

L'Honorable Ophelia Mensah Hayford est la députée de la circonscription de Mfantseman. Membre du Nouveau parti patriotique, elle est actuellement Vice-présidente de la commission parlementaire de la défense et de l'intérieur et membre de la commission de la Chambre. Avant son élection en 2020, l'Honorable Hayford a travaillé dans la police ghanéenne pendant 27 ans, notamment en tant que commissaire adjointe de police et inspectrice en chef des services de police. Elle a également travaillé au sein de l'unité Interpol au siège du CID. L'Honorable Mensah est titulaire d'une licence en sciences politiques et en linguistique, et d'un LLB en droit pénal, en droit international des droits de l'homme et en droit administratif.

Le Général de Brigade Mohammed Mustapha a été engagé dans le corps des ingénieurs des Forces armées du Ghana en août 1990. Il a occupé diverses fonctions, tant au Ghana qu'à l'étranger. Il a suivi toutes les formations professionnelles et militaires correspondant à son domaine de spécialité. Il anime des cours du Centre International Kofi Annan de formation au maintien de la paix, notamment sur l'action civilo-militaire, le contre-terrorisme et les opérations

de paix multidimensionnelles (Multi Dimension Peace Operations ou MDPO). Il intervient régulièrement en tant que conférencier à l'École de commandement et d'état-major des forces armées du Ghana sur la résolution des conflits et les opérations de paix des Nations Unies. Le Général Mustapha a également accompli dix missions de maintien de la paix de l'ONU, de l'UA et de la CEDEAO, dans le cadre de diverses fonctions d'ingénierie, d'opérations et de commandement. Il était commandant du contingent ghanéen lors de deux de ces missions au Liberia et au Liban. Général Mustapha est titulaire d'un master (Études de défense) du Kings College de Londres et d'un Diplôme d'études supérieures en Administration publique de l'Institut de gestion et d'administration publique du Ghana. Il est membre du Royal College of Defence Studies, au Royaume-Uni. Général Mustapha est actuellement Inspecteur général des forces armées du Ghana. Avant sa nomination, il était Directeur général adjoint du département du renseignement de la défense des forces armées du Ghana. Général Mustapha est également titulaire de plusieurs certificats dans des domaines qui relèvent de sa compétence. Il est marié et a trois enfants adultes. Il aime la lecture et le jardinage.